

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 18/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BioMerieux SA

376 Chemin de l'Orme
69280 Marcy-l'Étoile

Références : [UDR-SSDAS-23-60 FG](#)

Code AIOT : 0006103643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement BioMerieux SA implanté 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BioMerieux SA
- 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile
- Code AIOT : 0006103643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Marcy l'Etoile de la société BIOMERIEUX est spécialisé dans la fabrication de réactifs nécessaires à la réalisation de tests biologiques, destinés à être utilisés par les différents systèmes de diagnostics in vitro conçus, développés et commercialisés par BIOMERIEUX.

Le site est classé à autorisation pour la rubrique 2681 (mise en oeuvre de micro-organismes naturels pathogènes dans des installations de production industrielle).

L'inspection a porté sur l'état de certaines rétentions (produits chimiques, zone de dépotage fioul) dans le cadre d'une action de contrôle régionale de l'inspection des installations classées sur les produits chimiques.

En complément, l'inspection a porté également sur la vérification de la mise en oeuvre des travaux pour la gestion des eaux pluviales (bassins de rétention des eaux pluviales) (inspection 2018)

Les installations contrôlées concernent les rétentions de l'entrepôt de stockage, la zone de dépotage de la cuve de fioul et les bassins de rétention des eaux pluviales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Rétentions, produits chimiques, bassins de gestion des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.2	/	Sans objet
5	Entretien de la rétention des produits chimiques et compatibilité	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.1	/	Sans objet
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et III	/	Sans objet
7	Aires de chargement et déchargement véhicules citernes	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.3	/	Sans objet
8	Moyens de vidange des rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
10	Séparation des réseaux d'eaux pluviales avec SANOFI	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 4	/	Sans objet
11	Modalités de collecte des eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 5	/	Sans objet
12	Modalités de rejets des eaux pluviales	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 6	/	Sans objet
13	Isolement des bassins	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 7	/	Sans objet
14	Clôture et équipement des bassins	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 9	/	Sans objet
15	Traitement des rejets	AP Complémentaire du 10/11/2015, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection ne met pas en avant d'écarts importants.

Il est proposé une lettre préfectorale de suite demandant à l'exploitant :

- **De justifier dans un délai de 1 mois à l'inspection des installations classées, la prise en compte des points de contrôle suivants :**

N°2

L'exploitant veillera à ce que les quelques emballages de substances ou mélanges classés comme dangereux dont l'étiquetage n'était pas conforme soient revêtus d'une étiquette comportant l'ensemble des mentions adaptées.

N°3

- L'exploitant veillera à disposer de FDS datées postérieurement à 2020.
- L'exploitant veillera à refaire la signalétique près de la zone de dépotage de la cuve de fioul.

N°5

L'inspection demande que le programme de contrôle des rétentions, les comptes-rendus et réparations au besoin fassent l'objet d'une traçabilité.

N°13

L'affichage des conditions de manœuvre des dispositifs à proximité des vannes nécessite d'être amélioré au Bassin sud (présence de végétation) et doit être mis en place au bassin Nord.

- **De fournir dans un délai de 3 mois, un porter à connaissance en application du R181-46 du code de l'environnement concernant la gestion des eaux pluviales du site suite aux évolutions apportées depuis 2015, pour répondre aux observations mentionnées aux points de contrôle N°10,11,12, 14 et permettre ultérieurement la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur les produits stockés dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25) contenant les matières premières entrant en production. L'état des stocks est disponible pour ces produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur plusieurs produits chimiques stockés sur la lisse inférieure dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25) en emballage commercial. Il s'agit de petits conditionnements (< 25 l). Les produits chimiques vérifiés en inspection présentaient une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence à l'exception de 4 bidons x 25 l de détergent ALCALIN aux emplacements I01-101 et I01-102 (fin de palettes) dont l'étiquetage était incomplet.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale L'exploitant veillera à ce que les quelques emballages de substances ou mélanges classés comme dangereux dont l'étiquetage n'était pas conforme soient revêtus d'une étiquette comportant l'ensemble des mentions précitées.

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : Pour les produits échantillonnés dans l'entrepôt, les FDS ont été mises à disposition rapidement. L'exploitant les obtient soit à partir de la référence produit via le logiciel SAP soit depuis le site du fournisseur.</p> <p>Sur les 3 produits recherchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la FDS du détergent ALCALIN ref MC307678 était disponible et datée postérieurement à 2021. - la FDS du détergent ANIOSURF ND premium ref 2436000 était disponible mais datée du 23/07/2018. - la FDS associée au peroxyde d'hydrogène 10 vol 3 % fournie ne correspondait pas exactement au produit stocké mais à un produit plus concentré (eau oxygénée 30%), cette FDS était datée postérieurement 2021. Nota : Le peroxyde d'hydrogène 10 vol 3 % n'est pas une substance ni un mélange dangereux conformément au règlement (CE) No.1272/2008. <p>Dans l'entrepôt des kits d'intervention d'urgence sont disponibles et les les procédures associées à un déversement accidentel sont affichées.</p> <p>En complément, en dehors de l'entrepôt et à proximité du stockage de la cuve de fioul enterrée 3000l, il a été observé que les pictogrammes mentionnant les risques et recommandant des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité étaient en partie effacés.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
<p>Proposition de suites : Lettre préfectorale</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant veillera à disposer de FDS datées postérieurement à 2020. - L'exploitant veillera à refaire la signalétique près de la zone de dépotage de la cuve de fioul.

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Indépendamment des règles prévues au paragraphe 4.9.2.1. le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits liquides devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir associé- 50% de la capacité globale de chaque parc de réservoirs associés Pour le stockage de liquides non inflammables en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, ce volume utile pourra être réduit à 20% de la capacité totale des récipients.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur plusieurs produits chimiques liquides dangereux non inflammables stockés sur la lisse inférieure dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25) en emballage commercial. Il s'agit de petits conditionnements (< 25 l). Chaque emplacement de palettes concerné est doté individuellement d'une capacité de rétention de 240 l associé à un volume maximal de stockage estimé 32*25 l soit 800 l. Le volume de rétention disponible est supérieur à 20 % de la capacité totale des récipients.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques et compatibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.9.2.1. Le volume et la conception des capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, les produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés, et qui seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur l'environnement. La compatibilité entre les produits et les matériaux constitutifs des capacités de rétention devra être assurée par des dispositions appropriées. Les capacités et aires de rétention seront étanches.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur plusieurs produits chimiques liquides dangereux non inflammables stockés sur la lisse inférieure dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25). Les bacs de rétention individuels placés sous les palettes observées sont en plastique. Visuellement, ils apparaissent en bon état. L'exploitant a indiqué que ces bacs font l'objet d'un programme de nettoyage et d'entretien 1 à 2 fois par an par une société de nettoyage. En cas de défaut observé, une demande d'intervention est programmée pour remplacement/réparation. Ce programme et le suivi associé ne sont pas

formalisés.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre préfectorale L'inspection demande que ce programme de contrôle, les comptes-rendus et réparations au besoin fassent l'objet d'une traçabilité.

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010b Article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : L'entrepôt est organisé de manière à séparer les produits liquides incompatibles (ex Acide / Base) : il y a un seul type de produit stocké par palette et chaque palette est sur sa propre rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aires de chargement et déchargement véhicules citernes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes devront être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon la même règle.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur la zone de dépotage en extérieur de la cuve de fioul de 3000l qui est en pente et située à proximité de collecteurs d'eaux pluviales. Du matériel amovible est disponible pour mettre en place une zone de rétention en cas de dépotage. Toutefois l'exploitant a indiqué que ce dispositif est lourd à déployer par conséquent en cas de déversement accidentel de fioul lors d'un dépotage, la gestion de ce type d'incident repose sur la mise en œuvre de la consigne de « dépotage réception en citerne de fioul » qui prévoit de contacter les numéros d'urgence du site en cas de déversement accidentel. Selon la procédure en vigueur, les rejets seront collectés dans le bassin de collecte des eaux pluviales : bassin Sud (environ 2000 m ³), largement dimensionné, équipé avant rejet d'une vanne d'obturation actionnable localement et à distance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de vidange des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/1996, article 4.9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention précédemment définies ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel. La vidange de ces capacités de rétention se fera après contrôle de la qualité des eaux et si besoin, traitement approprié. Leur rejet devra respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. A défaut ces effluents seront traités comme des déchets conformément au point 5 du présent arrêté.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur plusieurs produits chimiques liquides dangereux non inflammables stockés sur la lisse inférieure dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25). Les rétentions sous les produits chimiques en entrepôt ne comportent pas de moyen de vidange par gravité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
<p>Constats : L'inspection s'est focalisée sur les consignes de sécurité présentes dans l'entrepôt de stockage central (bâtiment 25).</p> <p>Une consigne « Fiche de sécurité – stockage des produits chimiques » affichée rappelle les mesures à prendre en cas de déversement accidentel (fût de sécurité disponible), ainsi que les EPI à utiliser (notamment masques à cartouche) ;</p> <p>La « Fiche de sécurité – utilisation des extincteurs » consultée rappelle les modalités d'utilisation de ce type de moyen d'intervention.</p> <p>Les plans d'évacuation sont affichés, ils permettent notamment de repérer l'emplacement des issues de secours, moyens d'alerte et d'intervention en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Séparation des réseaux d'eaux pluviales avec SANOFI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'eaux pluviales des sociétés BIOMERIEUX et SANOFI PASTEUR n'auront plus aucun point de connexion à compter de la réception et de la mise en service du bassin sud qui sera agrandi pour recueillir les eaux pluviales se déversant actuellement dans le réseau SANOFI PASTEUR. Les paragraphes 4.4.1 et 4.9.8 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 1996 modifié précité sont supprimés. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour pouvoir collecter les eaux pluviales y compris pendant les phases de travaux.
Constats : Les travaux de déconnexion ont été réalisés sur la base de la note initiale de 2015. Néanmoins, le volume final du bassin sud est de 1973 m ³ et non plus 1410 m ³ comme prévu par l'arrêté préfectoral. Tous les rejets d'eaux pluviales (EP) du site transitent par l'un des deux bassins avant rejet avenue des Alpes. L'exploitant a indiqué qu'ultérieurement, des travaux complémentaires ont été réalisés à la demande du Grand Lyon. L'autorisation de déversement du 24/02/2020 communiquée par l'exploitant le 04/04/2023 précise que les « EP de toiture, parking et de voirie sont rejetées dans le réseaux d'eaux pluviales situé avenue Jean Coulomb et après un prétraitement constitué de 2 bassins de rétention et 2 séparateurs d'hydrocarbures. Ce dispositif est entretenu régulièrement par une entreprise spécialisée. Elles sont ensuite rejetées au milieu naturel superficiel (Etang du parc Lacroix Laval à Marçay l'Etoile) ».
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Prescriptions de l'arrêté préfectoral à mettre à jour L'exploitant fournira à l'inspection une note actualisée / 2015 de la gestion des eaux pluviales du site avec tous les éléments d'appréciation et répondant aux attentes du Grand Lyon qui autorise le déversement des EP du site dans son réseau. L'exploitant explicitera à qui appartient le réseau situé entre le point de rejet hors site présent Portes des Alpes et le branchement au réseau du Grand Lyon situé rue Jean Coulomb. Si besoin, une autorisation de rejet et les conditions de l'entretien de l'ouvrage avec le gestionnaire de cette portion de réseau sera fournie.

N° 11 : Modalités de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales canalisées sont collectées dans deux bassins de rétention existants situés sur le site de la société BIOMERIEUX, localisée sur la commune de MARCY L'ÉTOILE. Ces deux bassins de rétention sont disposés comme indiqué sur le plan annexé au présent arrêté. - Le bassin n°1, dénommé « bassin nord », a une capacité utile de 410 m ³ . Ce bassin récupère l'ensemble des eaux pluviales du site de la société BIOMERIEUX correspondant à une surface visualisée sur le plan annexé au présent arrêté. Il s'agit des eaux de voiries et de toitures des parkings, bâtiments tertiaires ainsi que le laboratoire de contrôle qualité et des laboratoires de Recherche et Développement. Cette zone ne comporte pas d'activité relevant d'une rubrique ICPE. Le débit maximal de fuite régulée de ce bassin est égal à 45 l/s. - Le second bassin de rétention résultera de l'agrandissement du bassin n°2 déjà existant, dénommé « Bassin sud » dans l'étude technico-économique. Ce bassin, d'une capacité utile totale égale à 1410 m ³ , récupérera l'ensemble des eaux pluviales du site de la société BIOMERIEUX correspondant à une surface visualisée sur le plan annexé au présent arrêté. Les activités relevant des rubriques ICPE de l'article 2 sont exploitées sur cette zone. Le débit maximal de fuite régulée de ce nouveau bassin est égal à 63,3 l/s. Pour assurer une qualité de rejet des eaux pluviales, l'exploitant mettra en place un traitement de type décanteur lamellaire correctement dimensionné avant rejet à l'extérieur du site.
Constats : Le bassin Sud a été redimensionné à 2000 m ³ . Lors de la visite l'exploitant a indiqué : - qu'en amont des 2 bassins, 3 prébassins sont disponibles (le long du bâtiment 63,64 et 65), permettant de réguler le débit en amont. - le dimensionnement est prévu pour une pluie centennale. - les bassins sont équipés chacun de dégrilleurs (entretenus tous les 3 mois), de séparateurs d'hydrocarbures (entretenus tous les 6 mois). Les bassins sont en outre nettoyés tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Prescriptions de l'arrêté préfectoral à mettre à jour Comme indiqué au point de contrôle 10, l'exploitant fournira une note actualisée / 2015 de la gestion des eaux pluviales du site.

N° 12 : Modalités de rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales contenues dans ces deux bassins auront un point de rejet situé avenue des Alpes comme indiqué sur le plan annexé au présent arrêté. Ce point de rejet rejoindra le cours d'eau « Cornatel ». Ce point de rejet sera aménagé afin de limiter au maximum les risques de déstabilisation des berges du Cornatel.
Constats : Le point de rejet au milieu naturel n'est plus le ruisseau Cornatel mais les étangs du parc Lacroix Laval.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Prescriptions de l'arrêté préfectoral à mettre à jour Comme indiqué au point de contrôle 10, l'exploitant fournira une note actualisée / 2015 de la gestion des eaux pluviales du site.

N° 13 : Isolement des bassins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque bassin est équipé d'une vanne de barrage actionnable en toute circonstance localement, afin de pouvoir confiner, en tant que de besoin, le premier flot d'eaux pluviales, un épandage de produits polluants ou les eaux d'extinction d'incendie. Les conditions de manœuvre de ce dispositif seront prévues dans le POI et un affichage clair est disposé à proximité immédiate de la vanne.</p> <p>Un dispositif de suivi en continu du pH et de la conductivité est assurée en continue à l'entrée des deux bassins. Le suivi des paramètres est reliée à une alarme télé-transmise. La fermeture de la vanne du bassin sud sera automatisée, actionnable au poste de garde en cas d'alerte et asservie aux alarmes pH et conductivité. La vanne fait partie des équipements secourus par les groupes électrogènes.</p> <p>Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité, ainsi que la mesure du débit dans de bonnes conditions de précision.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bassins sont équipés individuellement d'une vanne de barrage actionnable en toute circonstance localement.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces vannes sont actionnables également à distance par un bouton depuis le poste de garde ou par le poste de supervision à la maintenance.</p> <p>L'affichage des conditions de manœuvre des dispositifs à proximité des vannes est peu visible au Bassin sud (présence de végétation) et est absente au bassin Nord.</p> <p>Un dispositif de suivi en continu du pH et de la conductivité est assurée en continue à l'entrée des deux bassins. Le suivi des paramètres est reliée à une alarme télé-transmise.</p> <p>La fermeture de la vanne du bassin sud est automatisée, actionnable au poste de garde en cas d'alerte et asservie aux alarmes pH et conductivité.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
<p>Proposition de suites : Lettre préfectorale</p> <p>L'affichage des conditions de manœuvre des dispositifs à proximité des vannes nécessite d'être améliorée au Bassin sud (présence de végétation) et doit être mise en place au bassin Nord.</p>

N° 14 : Clôture et équipement des bassins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces bassins seront clôturés et les terrains situés autour de ces ouvrages ne comporteront pas de végétation susceptible d'affecter la structure des bassins. Chaque bassin disposera d'un dispositif de secours de type bouée et d'une échelle.
Constats : Les bassins sont conçus et équipés conformément à la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traitement des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2015, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces bassins seront aménagés et exploités de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu naturel. Ils comporteront notamment : <ul style="list-style-type: none">- un dispositif de régulation du débit de fuite permettant de ne pas dépasser les débits de fuite mentionnés ci-dessus ;- un ouvrage permettant d'assurer en ligne, un débouage des eaux et une rétention correcte des huiles et des flottants ;- un dispositif de surverse adaptée à la topographie des lieux en cas d'épisodes pluvieux exceptionnels.
Constats : Les modalités de gestion des eaux pluviales ont évolué.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Prescriptions de l'arrêté préfectoral à mettre à jour Comme indiqué au point de contrôle 10, l'exploitant fournira une note actualisée / 2015 de la gestion des eaux pluviales du site.